

Régions Magazine, juin 2014

Le grand chambardement

Comment, après presque deux ans d'atermoiements, le gouvernement a choisi d'imposer un nouveau découpage territorial. Qui est tout... sauf l'acte III de la décentralisation.

La scène se passe le mercredi 18 juin, dans la salle Clémenceau au cœur du Sénat. La commission des lois de la Haute assemblée s'est réunie sous la houlette de son président Jean-Pierre Sueur. Il s'agit d'auditionner Alain Rousslet, président de l'Association des régions de France, et Bernard Cazeneuve, ministre de l'Intérieur, à propos du projet de loi relatif à la délimitation des régions, présenté le matin même en conseil des ministres.



Le sort du nouveau découpage des régions sera bouclé le jeudi 19 juin, au Sénat. Photo: M. P. / M. P. / M. P.

Il y a, si l'on ose écrire, du beau monde autour de la table. Outre le président du Sénat Jean-Pierre Sueur, le rapporteur de la future loi Michel Delebarre, quelques spécialistes reconnus de la décentralisation dont l'ancien Premier ministre Jean-Pierre Raffarin. Et, plus inattendu, en "guest stars", deux présidents ou vice-présidents de régions, certains habitués des lieux car ils sont eux-mêmes sénateurs, tels François Patriat (Languedoc-Roussillon) et Laurent Beauvais (Normandie) se disent plutôt satisfaits du nouveau découpage.

René Souchon, président de la région Auvergne qui se trouve maître de force avec Rhône-Alpes, est beaucoup plus circonspect, et s'intrigue contre le plafonnement annoncé à 150 élus pour les nouvelles grandes régions. "Avec ce système, l'Auvergne n'aura plus que 26 conseillers régionaux au lieu de 47. Des départements comme le Cantal n'en auront plus qu'un ou deux ! Alors qu'ils ont déjà tant de mal à se démultiplier pour siéger par exemple au conseil d'administration des lycées !" Et il poursuit, très remonté: "La région la plus petite va être écornée dans cette nouvelle organisation. Songez que la métropole de Lyon dispose de douze conseillers régionaux que toute la région Auvergne... Cette réforme, liée à la suppression des départements, déigne les territoires de leur proximité. Elle envoie un très mauvais signal aux citoyens à faible densité de population de notre pays".

Le projet, pour le projet de loi en tout cas, est encore à venir. Pour Philippe Richert, "ce n'est aucun sens de parler de redécoupage avant d'avoir épuisé les ressources. Nous réunir avec la Lorraine ne nous fait pas peur, mais dans ce projet la carte s'étend de plus en plus". Le député Jean-Marie Beffara, vice-président de la région Centre, va beaucoup plus loin: "nous avons mis trente ans à créer une identité régionale à partir d'un ensemble hétéroclite. Nous ne sommes pas un objet régional non identifié, nous sommes d'accord pour nous élargir et nous unir, mais vers l'ouest, comme nous le faisons avec les Pays de la Loire sur le plan touristique. On est très loin de ce qui nous est proposé" (NDLR: la "ferme" région "Pallouennaise").

Un coup surprenant venu des Pays de la Loire

Même discours chez Gérard Vandenberghe, vice-président de la région Limousin, "la plus petite région de la France continentale qui se retrouvent dans un seul coup royaume dans la plus grande. Un territoire de plus de 500 km, allant de Droux à Souillac, sans identité culturelle, sans cohérence économique. Rien ne justifie ce rapprochement qui ne nous permettrait pas de développer un projet concret. Nous copignons déjà avec d'autres régions, nous souhaitons nous rapprocher de l'Aquitaine, en tout cas vers l'ouest et pas comme cela nous est proposé".

Mais le coup le plus surprenant va venir de là où on l'attend le moins: Jacques Auxiette, le toujours mesuré président de la région Pays de la Loire, qui devrait se montrer plutôt satisfait de ne pas avoir vu sa région démantelée

20 - RÉGIONS MAGAZINE / N°119 - Juin 2014



comme il avait pu le craindre. Or on en est loin. "Quand j'ai entendu les annonces du président et du Premier ministre, avec le passage à l'équipe, j'ai réagi avec étonnement, et le mot est faible. Depuis, dans notre région, nous avons travaillé. Beaucoup travaillé, avec notre CCR, avec le "boudin de saul" créé pour la circonstance, avec des élus de tous les bords politiques. Il en ressort deux éléments: notre région ne doit pas être démantelée. En revanche, il nous faut réunir une carte territoriale pour assurer le développement de l'ouest de la France. Et pour ce faire, une fusion avec la Bretagne nous paraît la meilleure solution. Nous avons déjà sept élus universitaires, nous avons plus de complémentarités communes. On n'a pas tenu compte de notre avis, mais nous continuons dans ce sens. Et je ne pense pas que la République doive s'opposer au même autour des élections". Une dernière phrase, allusion à peine déguisée aux fameux "hommes rouges", applaudie par l'ensemble de l'assistance.

Pourquoi avoir raconté cette scène en détail ? D'abord, parce que, bien qu'elle soit publique, cette séance très révélatrice et unique en son genre n'avait pas attiré les foules, et très peu de représentants des médias... Ensuite, parce qu'elle dit bien le climat dans lequel cette réforme a été mise en place. Alors qu'une loi redécoupe les régions aurait pu et dû faire consensus auprès des premiers concernés, à savoir les présidents des régions (dont faut-il le rappeler 20 sur les 21 concernés sont socialistes), on en est réellement très loin. Il manquait à l'appel les deux présidents de régions les plus remués contre la réforme, à savoir Claude Gewerc (Picardie) et Christian Bourquin (Languedoc-Roussillon), dont on lira par ailleurs les réactions outrées. Et encore ne s'agit-il là que des régions - que dire des réactions des départements dont on annonce la suppression pure et simple, après les avoir encadrés en début de mandat présidentiel ? Du Pas-de-Calais qui menace de "suspendre toute collaboration en cours avec l'Etat s'il continuait à vouloir passer en force" (motion votée à l'unanimité des élus), aux trois départements du Poitou-Charentes (Charente, Charente-Maritime et Vendée) qui veulent déjà faire "sécession" de la future nouvelle région pour rejoindre l'Aquitaine, ça part vraiment dans tous les sens. Quant au président de l'Association des départements de France, le socialiste Claudy Lebreton, il exige "un référendum sur une réforme qui ne génère aucune économie avant 15 ou 20 ans..."

RÉGIONS MAGAZINE / N°119 - Juin 2014 • 21